

Communiqué Jacline Mouraud

Le 07 juin 2019

Assouplissement des 80km/h: Retour au bon sens.

La loi sur les 80km/h, ayant notamment participé à la révolte nationale quant à la traque aux conducteurs, se voit « assouplir » depuis la nuit dernière à l'Assemblée Nationale, sur les routes secondaires. Avec la hausse des taxes sur le carburant notamment, j'avais dénoncé cette mesure impopulaire portée par le 1^{er} ministre Edouard Philippe. Cette décision unilatérale a été parmi les détonateurs de la crise des Gilets Jaunes.

Preuve en est qu'il est aujourd'hui impératif de décentraliser les décisions qui relèvent des régions, du département mais aussi des mairies. Le pouvoir jacobin, exercé à outrance par le gouvernement actuel, n'est pas la bonne méthode pour gérer le quotidien des Français, et, qu'on se le dise, ne pourra plus aller à l'encontre du bon sens citoyen.

De plus, Madame Elisabeth Borne s'attendait à une recrudescence des accidents suite aux diverses dégradations de radars sur la fin de l'année 2018, les chiffres l'ont faite mentir: 127 vies ont été épargnées. Preuve en est que beaucoup de ces contrôles routiers sont destinés uniquement à remplir les poches du panier percé qu'est devenu l'Etat Français d'aujourd'hui, et que les citoyens sont suffisamment responsables d'eux-mêmes sur les routes de France, sans avoir besoin d'être perpétuellement traqués, punis et sanctionnés. Qui de nous ne souhaiterait pas voir baisser le nombre de morts sur les routes ? Mais la politique de sécurité routière doit être établie au plus près du terrain locale et non pas décidée dans un bureau parisien, bien loin des conséquences qu'elle va engendrer.

Malheureusement, ces mesures irréfléchies ont provoquées un gaspillage considérable des fonds publics d'une part, et d'autre part, ont entraîné des coûts collatéraux supportés par les entreprises. C'est donc bien la gouvernance sans concertation de La République En Marche qui est bigornée.

Que ce gaspillage public, (parmi tant d'autres), payé par tous les contribuables, soit imputé aux décisionnaires en mal de lois portant leur nom. Nos impôts ne sont et ne doivent pas devenir le tonneau des Danaïdes des pouvoirs exécutif et législatif (élus, gouvernement et Président).

Je souhaite ardemment qu'Emmanuel Macron se tourne enfin vers le peuple qu'il est censé servir.